

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

FÉVRIER 2022 - N°012 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



Interview

Ilias Iskandarov

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie



LA RUSSIE PASSE À L'ACTION

Le Gabon et la Russie entretiennent des relations de coopération bilatérale depuis 1973. Durant ces 49 années, les échanges commerciaux ont évolué et se sont intensifiés. Selon les données du ministère du Commerce gabonais, le montant de ces échanges a atteint 118 millions de dollars en 2018...

P. 4-5-6

Essentiels



Stephen Moussirou
directeur général d'Assinco

La valeur n'attend pas le nombre des années

Créée en 1997, cette compagnie d'assurance est affiliée au groupe BGFIBank depuis 2011. L'entrée d'Assinco dans le groupe BGFIBank est le fait marquant le plus important de son histoire.

P. 8-9



Dettes extérieures des pays en développement : la Banque mondiale alerte

D'importants investissements seront nécessaires pour soutenir la croissance économique après la pandémie.

P.10



Sobraga : rétrospective 2021

Les faits marquants de la Sobraga

P. 16-17

VOTRE DÉPANNEUR À VOTRE DISPOSITION

+241 77 37 45 37



Tél : 011 72 19 25

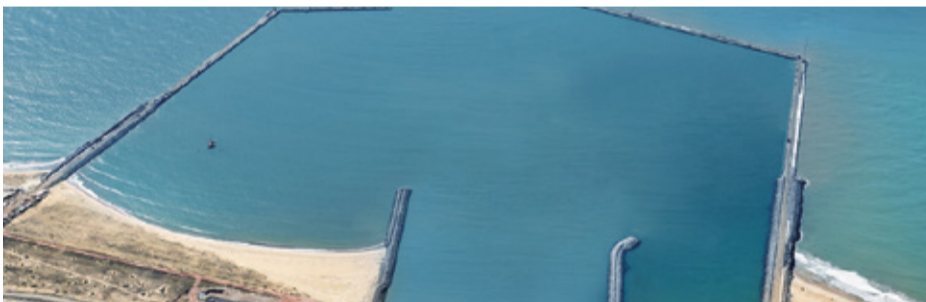
Email : assinco@assinco-sa.com ; commercial@assinco-sa.com

Assinco
LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ



ACCIONA INFRASTRUCTURES

ACCIONA a conçu et construit plus de 50 ports dans le monde, constituant une infrastructure essentielle pour le commerce international de marchandises et de passagers. L'entreprise promeut l'adaptation de ces installations à l'ère des activités à faible émission de carbone, en créant des infrastructures véritablement transformationnelles et durables pour améliorer la vie des gens. Pour y parvenir, ACCIONA s'appuie sur l'un de ses plus grands atouts d'ingénierie portuaire, grâce auquel elle a établi sa réputation de référence mondiale dans les projets portuaires.



ACCIONA EAU

Leader du secteur du traitement de l'eau par la conception, la construction et l'exploitation de stations de traitement d'eau potable, de stations d'épuration, de dessalement, ACCIONA utilise sa capacité d'innovation et de technicité pour créer des solutions aux pénuries d'eau, aux problèmes d'assainissement, d'accès à l'eau et à la demande croissante de cette ressource vitale à travers le traitement de l'eau pour un avenir durable.



ACCIONA ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par le biais de son Plan directeur de durabilité 2020, l'entreprise répond aux principaux défis du développement durable, notamment en matière d'atténuation des changements climatiques, de solutions face aux stress hydriques et de conception d'infrastructures adaptées aux nouvelles réalités de notre monde.



Bord de mer - Libreville Gabon
 +241 74 84 52 50
 santiago.sancho.caceres@acciona.com
 www.acciona-infraestructuras.es

CONTRIBUTION PRINCIPALE DES ENTREPRISES AUX ODD CLÉS

 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT GARANTIR LA DISPONIBILITÉ DE L'EAU	 7 ÉNERGIE PROPRE ET DURABLE ABORDABLE GARANTIR L'ACCÈS À UNE ÉNERGIE ABORDABLE	 9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE CONSTRUIRE DES INFRASTRUCTURES RÉSILIENTES	 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ADOPTER D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
---------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

CONTRIBUTION PAR L'INTERMÉDIAIRE DU PLAN DIRECTEUR DE DURABILITÉ

 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES	 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE	 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES	 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
--------------------------------------	------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------

Édito

LE POIDS DES MOTS

À l'occasion du premier anniversaire des Échos de l'Éco, ce n'est pas sans une certaine émotion que je prends le clavier. Avec le recul et à l'analyse de notre bilan, à l'écoute des commentaires et compte tenu de la demande croissante d'exemplaires imprimés, je suis à présent convaincue du bien-fondé de la création de ce support de presse écrite économique au format papier.

Réserver au minimum deux à trois pages au développement d'un sujet n'a rien de comparable avec la rédaction d'un article destiné à la presse en ligne. L'arrivée des smartphones et tablettes a transformé notre rapport à l'écrit. L'esprit synthétique d'une annonce capte le lecteur, ce qui contraint l'informateur à peser ses mots, ses titres, en référence à Paul Valéry pour qui « un maître mot est un mot qui a plus de valeur que de sens ».

Aujourd'hui, nombreux et divers sont les moyens et les créneaux de communication dont nous disposons, ils sont ultra-rapides. Mais sont-ils toujours fiables, pérennes ? Respectent-ils les éléments de langage correspondant aux mutations économiques, politiques, sociales et techniques contemporaines ? La mondialisation, le multiculturalisme, les questions environnementales, les transitions numériques, la responsabilité sociale et sociétale, le management, l'éducation, et j'en passe, sont des défis auxquels sont confrontés les pouvoirs publics, les entreprises, les associations, les institutions et le corps diplomatique. Dans ce contexte, chacune à sa manière et selon son secteur, ces entités sont amenées à repenser et à choisir leurs pratiques de communication et de transmission des messages. J'ai choisi de garder une formule papier qui satisfait la majorité de notre lectorat parce que les informations confiées au mensuel les Échos de l'Éco reflètent l'histoire d'hier et d'aujourd'hui. Alors oui, on peut le lire à l'écran puisque ce journal est aussi en ligne, mais n'est-il pas préférable d'avoir le choix ?

Cela dit, et pour conclure cet édito anniversaire, permettez-moi d'exprimer publiquement mes remerciements à mes collaborateurs. Nous sommes une toute petite équipe composée de six personnes. Micha travaille à distance : elle relit, corrige, suggère, Donald l'infographiste affirme son style, Salane digitalise ce que nous rendons palpable, Jocelyne centralise les actions, notamment administratives, Rolf, pour qui Libreville n'a aucun secret, est notre agent de distribution. Pour ma part, je suis le (modeste) capitaine de cet esquif, je réalise et rédige les interviews. Notre souhait est le respect consensuel de notre contrat moral : continuer à vous informer, vous satisfaire, et pourquoi pas, à vous étonner.

Par Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella - Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



Sommaire



IIA GABON AGACI FAIT PEAU NEUVE

Nous changeons d'identité visuelle et restons engagés à promouvoir les métiers de l'audit et du contrôle internes au sein des entreprises et organisations implantées au Gabon.

P.9

2021 : L'ANNÉE DES RÉCOMPENSES POUR ÉCOBANK

Ecobank s'est distingué en 2021 en remportant le trophée africain de l'inclusion financière et le prix de la banque de l'année.



P.11



À LA DÉCOUVERTE DU GABON PROFOND

Les Échos de l'Éco vous informent de l'ouverture de lodges dans lesquels il fait bon s'imaginer vivre quelques jours.

P.15

VAALCO ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE EN ACTION À MAYUMBA

Livraison, le 21 décembre à Mayumba, d'importants chantiers dont la réhabilitation de l'école publique communale A, la fourniture et l'installation de 200 lampadaires solaires, deux forages hydrauliques publics avec système à énergie solaire, ainsi que la dotation en médicaments et équipement à la clinique de la commune.



P.18



LA TRIBUNE DE SEYNABOU : COMMUNIQUER EN TEMPS DE CRISE, UN NÉCESSAIRE INVESTISSEMENT POUR VOTRE ENTREPRISE ?

La date du 30 janvier 2022 a marqué le triste anniversaire d'une crise sanitaire sans précédent qui a profondément bouleversé nos sociétés. Deux années de lutte contre une crise multiforme, à la fois sanitaire et économique,

P.22

INTERVIEW DE SON EXCELLENCE, MONSIEUR ILIAS ISKANDAROV AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

LA RUSSIE PASSE À L'ACTION

Le Gabon et la Russie entretiennent des relations de coopération bilatérale depuis 1973. Durant ces 49 années, les échanges commerciaux ont évolué et se sont intensifiés. Selon les données du ministère du Commerce gabonais, le montant de ces échanges a atteint 118 millions de dollars en 2018.

En octobre 2019, Vladimir Poutine et le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, à l'époque président en exercice de l'Union africaine (UA), ont invité les dirigeants africains au sommet de Sochi. Au mois de juin 2021, le 24^e forum économique de Saint-Petersbourg a tenu toutes ses promesses. À la conquête de nouveaux partenaires, le Gabon a présenté une délégation importante dirigée par Madame Carmen Ndaot, ministre de la Promotion et des Investissements, et Monsieur Hugues Mbadinga Madiya, ministre du Commerce. À cette occasion ont été identifiés des investisseurs potentiels dans le secteur culturel, l'énergie, les hydrocarbures, le gaz naturel et le bois. Dans ce cadre, ils ont promu les projets inscrits au Plan d'accélération de la transformation. Plusieurs sujets ont été abordés et les *Échos de l'Éco* s'intéressent particulièrement à l'aspect économique et commercial, au sens large du terme. Son Excellence, Monsieur Ilias Iskandarov, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie, résident au Gabon depuis le 9 septembre 2020, a accepté de répondre à nos questions.

Par Anne-Marie Jobin

Échos de l'Éco : Excellence, le sommet de Sochi avait pour objectif de renforcer la présence russe sur l'ensemble du continent africain. Sur le plan commercial et économique, peut-on établir un bilan tout en considérant l'impact inévitable de la pandémie de covid-19 ?

Évidemment, il convient de noter que l'émergence d'un nouveau coronavirus a changé drastiquement la coopération entre tous les pays, y compris la Fédération de Russie et la République gabonaise. Quasiment tous les domaines ont été relégués à l'arrière-plan, les réunions en présentiel en 2020 ont été annulées. Cependant, la Russie et le Gabon mettent tout en œuvre pour résister à la propagation du virus et rétablir l'intensité précédente de ces relations.

La Russie a considérablement contribué à la lutte contre la propagation de la covid-19. Elle a développé et introduit plusieurs

Cependant, la Russie et le Gabon mettent tout en œuvre pour résister à la propagation du virus et rétablir l'intensité précédente de ces relations.

vaccins. Le vaccin le plus répandu est Sputnik V qui a été le premier enregistré au monde. Il s'appuie sur une plateforme de vecteurs d'adénovirus humains bien étudiée. À ce jour, Sputnik V a été approuvé dans 71 pays pour une population totale de 4 milliards de personnes. L'efficacité du vaccin est de 97,6 % selon des données sur l'incidence du coronavirus chez les Russes vaccinés avec les deux composants du médicament. Le vaccin Sputnik V est efficace contre les nouvelles souches de coronavirus.

En octobre 2019, le sommet et le forum économique Russie-Afrique se sont tenus à Sochi sous la devise « Pour la paix, la sécurité et le développement ». C'était la première fois qu'un événement d'une telle ampleur, sans équivalent dans l'histoire des relations russo-africaines, était organisé en Russie contemporaine. Les délégations officielles des pays africains et les représentants des entreprises se sont dits très intéressés par le développement de l'interaction ainsi que par l'approfondissement et le renforcement de la coopération russo-africaine.

Le forum économique Russie-Afrique a été précédé d'un immense travail préparatoire qui a permis de renforcer et d'élargir les liens entre la Russie et l'Afrique. À l'issue des négociations, 92 accords, contrats et mémorandums de compréhension ont été signés. La valeur totale des documents signés atteint 1 trillion de

roubles, soit plus de 16 m^{ds} de dollars. La plupart des accords ont été conclus dans les domaines de l'exportation et des activités économiques extérieures, de la coopération internationale, de la haute technologie, du transport et de la logistique, de l'exploration minière et géologique, de l'investissement et de la banque. Des domaines prioritaires de coopération économique ont été identifiés, dans lesquels des résultats concrets pourront déjà être obtenus dans les années à venir : l'énergie, notamment les sources d'énergie renouvelables ; le développement des infrastructures, en particulier les chemins de fer et le logement ; l'exploitation minière et le traitement des minéraux modernes et de haute technologie ; l'agriculture, les technologies numériques, l'exploration géologique, la médecine, la science et l'éducation. Nous avons déjà entamé le travail dans certains domaines, mais le développement principal de la coopération est prévu pour les années à venir, puisque de nombreuses activités ont été suspendues en 2020 en raison du coronavirus.

Les préparatifs du deuxième sommet Russie-Afrique, qui se tiendra en 2022, sont désormais en cours. Le Gabon, pour sa part, s'est engagé à favoriser la préparation du sommet. Nous espérons discuter de la poursuite de la coopération dans des domaines prometteurs et signer de nouveaux contrats. Par conséquent, il est primordial de souligner que la Russie attend du Gabon une participation active au sommet et des propositions concrètes de projets qui présentent un intérêt économique précis pour Libreville. À cet égard, je considère qu'il est nécessaire d'accroître les contacts entre les milieux d'affaires des deux pays et de préparer un large éventail de contrats qui seront signés en marge du deuxième sommet Russie-Afrique.

Monsieur Iskandarov, vous êtes en poste à Libreville depuis 17 mois. Avec ce recul, quel regard portez-vous sur les perspectives de développement entre nos deux pays ?

C'est un réel privilège pour moi de représenter la Fédération de Russie en République gabonaise au moment



●●● Ilias Iskandarov, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie.

où nos pays intensifient leur dialogue politique, œuvrent à élargir une coopération mutuellement avantageuse dans les domaines économique, commercial, militaire-technique et humanitaire, dans l'esprit des accords conclus lors de la rencontre entre S.E.M. Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, et S.E.M. Ali Bongo Ondimba, président de la République gabonaise, en juillet 2018 à Moscou, ainsi qu'à travers les contacts des représentants officiels russes et gabonais en marge du sommet Russie-Afrique à Sochi en octobre 2019.

Nos échanges dans le domaine politique se situent à un niveau élevé et répondent bien aux intérêts de nos deux pays. La Fédération de Russie est intéressée par la consolidation et l'élargissement d'un partenariat mutuellement bénéfique avec la République gabonaise, dans tous les domaines.

J'ai été désigné comme ambassadeur de la Fédération de Russie en République gabonaise à un moment très difficile, où l'on ne savait pas encore comment nous allions faire face à la pandémie. Toutes les négociations, toutes les rencontres ont été reportées et, par conséquent, le développement des relations dans de nombreux domaines a été suspendu. Néanmoins, en 2021, grâce aux efforts conjoints avec nos partenaires gabonais, plusieurs visites importantes se sont tenues, notam-

ment au niveau ministériel, afin de trouver de nouvelles opportunités pour établir un partenariat bénéfique pour chacune des parties.

En mai 2021, S.E.M. Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, et S.E.M. Pacôme Moubele Boubeya, ministre des Affaires étrangères de la République gabonaise, se sont entretenus à Moscou. Au cours des négociations, les parties ont examiné les questions relatives au renforcement des relations russo-gabonaises, notamment l'approfondissement du dialogue politique, le renforcement d'une coopération commerciale et économique mutuellement bénéfique, l'expansion des liens humanitaires. De plus, l'année dernière, S.E.M.

Plusieurs visites importantes se sont tenues, notamment au niveau ministériel, afin de trouver de nouvelles opportunités pour établir un partenariat bénéfique pour chacune des parties.

Michael Moussa Adamo, ministre de la Défense, a visité la Russie et s'est entretenu avec les autorités militaires russes. Ils ont examiné les projets de coopération en matière de défense et ont échangé leurs points de vue sur les questions d'actualité liées à la sécurité régionale sur le continent africain.

Le Forum économique international de Saint-Petersbourg 2021 a vu la participation d'une délégation gabonaise conduite par S.E.M. Hughes Mbadinga Madiya, ministre du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie, et S.E. Mme Carmen Ndaot, ministre de la Promotion des investissements, des Partenariats public-privé, chargée de l'Amélioration de l'environnement des affaires. Leur visite s'est soldée par la signature d'un accord de coopération entre l'Agence nationale de promotion des investissements, la Confédération syndicale gabonaise et la Roscongress Foundation.

En ce qui concerne le développement de la coopération, la Russie possède un grand potentiel dans le secteur de la technologie, ce qui peut contribuer à renforcer la souveraineté et l'indépendance du Gabon, notamment dans le domaine de la cybersécurité et de la sécurité alimentaire, ainsi que dans la lutte contre la propagation du virus. Ces développements scientifiques sont actuellement novateurs et la plupart n'existent dans aucun autre pays du monde.

Les entreprises russes sont intéressées par une coopération avec le Gabon dans divers domaines. Ainsi, une entreprise comme Transmashholding, l'un des leaders mondiaux de la production de matériel roulant pour le transport ferroviaire, est prête à envisager une collaboration avec Libreville. PhosAgro et Uralchem, leaders mondiaux de la production d'engrais, souhaitent s'installer au Gabon.

Le représentant spécial du ministère des Affaires étrangères de la Russie chargé du secrétariat du forum du partenariat Russie-Afrique, S.E.M. Oleg Ozerov, s'est rendu à Libreville au début du mois de décembre 2021. Il a été reçu par S.E. Mme Rose Christiane Ossouka Raponda, Premier ministre, chef du Gouvernement, S.E.M. Pacôme Moubele Boubeya, ministre des Affaires étrangères, S.E.M. Michael Moussa Adamo, ministre de la Défense et S.E. Mme Carmen Ndaot, ministre des Investissements. S.E.M. Oleg Ozerov s'est également entretenu avec M. Ghislain Moandza Mboma, directeur général de l'Agence nationale de promotion des investissements. Pendant ces négociations, les participants ont discuté de la promotion d'un partenariat commercial et économique bilatéral mutuellement avantageux et de la coopé-

ration entre les communautés d'affaires de Russie et du Gabon. L'accent a été mis sur la mise en œuvre de projets conjoints dans le domaine de la production agricole, la fourniture d'engrais à base de potasse et de phosphate, ainsi que sur les mesures conjointes de lutte contre la pandémie de coronavirus. En répondant concrètement à votre question, ce sont les principaux domaines dans lesquels nous avons des perspectives de coopération.

À propos des relations politiques, un événement déterminant a été l'élection du Gabon en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2022-2023. Cela ouvre des possibilités supplémentaires d'échanges de vues entre nos pays sur tous les sujets d'actualité à l'agenda international. Bien entendu, le focus portera sur les domaines prioritaires définis par Libreville pour son travail au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, à savoir la promotion des intérêts nationaux et régionaux sur des questions brûlantes de l'agenda des Nations unies : la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix sur le continent africain, l'égalité des sexes, la protection des personnes vulnérables dans les conflits armés, le changement climatique et la lutte contre le trafic illicite d'armes dans la région du Sahel.

La Russie respecte fortement la politique du Gabon sous la présidence de S.E.M. Ali Bongo Ondimba visant à maintenir des relations équilibrées et à diversifier sa politique étrangère et ses liens économiques extérieurs. Dans ce contexte, nous ferons de notre mieux pour renforcer et élargir l'interaction entre Moscou et Libreville au sein de multiples forums internationaux afin de contribuer à la recherche commune de solutions pour venir à bout des situations de conflit sur le continent africain et accroître le niveau de bien-être de nos peuples. Le Gabon a soutenu à plusieurs reprises les résolu-

Le Gabon a soutenu à plusieurs reprises les résolutions russes lors des sessions de l'Assemblée générale des Nations unies et nous comptons bien poursuivre notre appui réciproque sur les différentes propositions.



●●● Ambassade de Russie au Gabon

tions russes lors des sessions de l'Assemblée générale des Nations unies et nous comptons bien poursuivre notre appui réciproque sur les différentes propositions.

En 2019, juste après le sommet de Sotchi, les échanges commerciaux entre nos deux pays concernaient principalement l'exportation de 266 000 tonnes de manganèse. Combien de tonnes de cette matière première vous sont livrées aujourd'hui ? À quelle industrie sont-elles destinées ?

Depuis le premier sommet Russie-Afrique, le nombre de contacts politiques et économiques entre Moscou et Libreville n'a cessé d'augmenter. Cela s'explique par le fait que les hommes d'affaires russes et gabonais sont à la recherche de certaines niches dans la coopération bilatérale. Je souligne qu'en 2021, les échanges commerciaux entre la Russie et le Gabon ont crû de 46,5 % par rapport à l'année précédente, c'est-à-dire qu'ils sont passés de 46,9 millions de dollars en 2020 à 68,7 millions de dollars en 2021. La hausse des échanges avec le Gabon en janvier-octobre 2021 est due à une augmentation de 44,8 % des achats russes de minerais et concentrés de manganèse (de 41,3 millions de dollars en 2020 à 59,9 millions de dollars en 2021). Dans le même temps, la croissance des exportations est liée à une augmentation de 79,7 % des livraisons russes au Gabon de blé et de méteil (de 2,7 millions de dollars à 4,8 millions de dollars), et une multiplication par 16 des livraisons de viande et d'abats de poulet (de 96 000 dollars à 1,5 million de dollars).

Les plus grands producteurs de ferro-alliages de Russie achètent régulièrement de grandes quantités de minerais et de concentrés de manganèse au Gabon.

Je précise que la Russie recherche des partenaires fiables sur le continent africain et nous espérons que le Gabon en fera partie. Cette approche s'inscrit exactement dans la ligne adoptée par le président de la République gabonaise S.E.M. Ali Bongo Ondimba sur la diversification des partenaires internationaux.

La Russie est également intéressée par le pétrole et le gaz gabonais. Des avancées commerciales sont-elles à noter ?

Le Gabon reste l'un des principaux pays producteurs de pétrole du continent africain. À la fin de l'année 2021, Libreville occupe la cinquième place parmi les plus grands producteurs de pétrole en Afrique subsaharienne. Pour sa part, la Russie, qui est également un grand fournisseur de pétrole et de gaz, est favorable à une coopération plus étroite avec le Gabon. Selon Moscou, cette collaboration vise principalement à coordonner les activités et à élaborer une politique commune en matière de production pétrolière ainsi qu'à maintenir la stabilité des prix du pétrole, à assurer un approvisionnement stable des consommateurs et à rentabiliser les investissements dans l'industrie pétrolière.

Dans le secteur du gaz, la Russie et le Gabon font également front commun en matière de protection de l'environnement. Les deux pays plaident conjointement pour une réduction du torchage du gaz sur les sites de

production pétrolière, qui nuit à l'environnement. Par exemple, Moscou et Libreville ont signé l'initiative de la Banque mondiale visant à mettre fin à la pratique du torchage du gaz d'ici 2030. Si nous pouvions utiliser tout le gaz associé pour produire de l'électricité, nous pourrions générer plus d'électricité que le continent africain entier n'en consomme aujourd'hui.

La Russie est très impliquée dans la préservation de la nature et des animaux. Comment intervenez-vous au niveau du Gabon ?

La Russie estime que la préservation de la nature et des animaux est une responsabilité commune à tous les pays et à l'ensemble de l'humanité. Nous l'avons affirmé à plusieurs reprises lors des sessions de l'ONU. Aujourd'hui, la question de la préservation de la nature et des populations animales est plus pertinente que jamais, car les activités humaines, le développement industriel et la technologie ont souvent un impact négatif sur l'environnement. Moscou possède un potentiel naturel unique et considérable, c'est pourquoi la préservation de la biodiversité est notre priorité. Notre pays met en œuvre une stratégie de protection et de restauration des animaux et des plantes rares. Nous soutenons l'idée d'une coopération internationale plus étroite sur toutes les questions de protection de la flore et de la faune, de l'air et de l'eau. La Fédération de Russie est ouverte à de nouvelles propositions concrètes dans le domaine de la préservation de l'environnement et de la protection des animaux, y compris celles émanant de la République gabonaise.



●●● Sommet de Sochi

Le premier pas a déjà été fait afin d'établir une coopération dans cette direction. Nous savons que le Gabon lutte activement contre l'extermination d'animaux rares, notamment les éléphants de forêt. En 2019, le ministère russe de la Défense a fourni gratuitement des armes légères à la République gabonaise pour lutter contre le braconnage. Nous espérons que cette contribution de notre pays aidera à préserver la diversité naturelle du Gabon qui joue un rôle primordial dans les efforts internationaux visant à lutter contre le changement climatique.

Concernant les bois du Gabon, quels sont les volumes d'échanges entre nos deux pays ?

Notre pays fournit du bois et des produits de pâte à papier au Gabon. Mais, en 2020, le volume de ces livraisons n'est pas très élevé, il représente seulement 0,3 %. En ce qui concerne les importations de bois gabonais en Russie, pendant la période de février 2020 à janvier 2021, le montant s'est élevé à 177 000 dollars pour un poids total de 81,2 tonnes. Dans ce secteur, il existe certainement des perspectives d'augmentation du chiffre d'affaires commercial et de création de nouvelles possibilités de coopération.

En 2019, le ministère russe de la Défense a fourni gratuitement des armes légères à la République gabonaise pour lutter contre le braconnage.

À l'issue du forum économique international de Saint-Petersbourg qui s'est déroulé en juin 2021, un accord a été signé entre le conseil d'affaires Russie-Afrique et l'ANPI. Il vise à promouvoir le cadre des affaires et des investissements. Une délégation d'hommes d'affaires russes était attendue en juillet 2021 à Libreville. Qu'en est-il ?

En effet, lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, la base juridique pour le renforcement des liens entre l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI) et l'Association de coopération économique avec les pays d'Afrique (ACEPA) a été établie par la signature d'un protocole entre les deux organisations. Il a également été convenu que des visites réciproques de l'ANPI et de l'ACEPA en Russie et au Gabon auront lieu dans un avenir proche.

Néanmoins, à cause de la propagation d'un nouveau coronavirus et du renforcement des mesures restrictives nationales tant en Fédération de Russie qu'en République gabonaise, il a été décidé de reporter les visites réciproques à l'automne 2021. Début novembre, une nouvelle souche du virus « omicron » est apparue, qui a causé la suspension immédiate des liaisons aériennes avec plusieurs pays africains. Je ne cache pas que la visite des représentants des grandes entreprises russes avait déjà été coordonnée avec les ministères et départements gabonais, mais elle a dû être reportée à nouveau à cause des annulations de vols. Donc, vous pouvez voir que nous sommes dans une position de forte dépendance par rapport à cette pandémie. Mais je crois que nous pourrions revenir à la vie d'avant covid-19 dans un avenir proche et continuer à renforcer les relations politiques, commerciales et économiques de nos deux pays.

Nous avons vu de nos propres yeux tout le potentiel de la zone économique spéciale de Nkok qui peut certainement attirer des investisseurs étrangers, y compris russes.

Des industriels russes sont-ils intéressés par la zone économique de Nkok et les avantages qu'elle offre aux investisseurs étrangers ?

En décembre 2021, le représentant spécial du ministère des Affaires étrangères de la Russie chargé du secrétariat du partenariat Russie-Afrique, S.E.M. Oleg Ozerov, et moi-même avons visité la zone économique spéciale Nkok. Sur place, nous avons vu les principaux sites industriels de plus de 90 entreprises. Grâce à ce projet, les autorités gabonaises ont su créer plusieurs milliers d'emplois pour les citoyens. Les représentants de la zone de Nkok avaient préparé un vaste programme de présentation. Nous avons vu de nos propres yeux tout le potentiel de la zone économique spéciale de Nkok qui peut certainement attirer des investisseurs étrangers, y compris russes.

Nous avons déjà diffusé l'information sur Nkok à nos investisseurs et je pense qu'après notre visite à la zone économique spéciale, les hommes d'affaires russes seront intéressés par la possibilité d'une collaboration plus étroite avec les entrepreneurs gabonais.

Chaque année, le gouvernement de la Fédération de Russie octroie aux jeunes citoyens gabonais des bourses d'études dans les établissements de l'enseignement supérieur russe. Quelles sont les conditions d'obtention ?

Les bourses de coopération sont accordées à ceux qui souhaitent faire leurs études dans nos universités dans le cadre de programmes de licence/spécialité, de master/internat et de doctorat. Chaque année, le gouvernement de la Fédération de Russie alloue un quota à chaque pays participant au programme. En 2021, nous avons réussi à presque doubler le nombre de personnes, qui est aujourd'hui de 30, dont au moins 15 % sont prévues pour des programmes de doctorat et au moins 25 % pour des programmes de master et d'internat. Nous espérons une augmentation dans un avenir proche, étant donné l'intérêt des jeunes Gabonais à venir étudier dans notre pays. Nous avons déjà reçu plus de 160 demandes cette année.

Pour se qualifier, les candidats doivent s'inscrire en ligne sur <https://education-in-russia.com/>, remplir des informations personnelles et un formulaire de candidature, puis joindre certains documents originaux scannés. Les informations sur les documents requis sont disponibles sur le site indiqué. Après avoir rempli le formulaire, le candidat doit le soumettre pour examen dans le délai imparti. Les étudiants potentiels doivent savoir que les demandes en statut « Brouillon » ne seront pas prises en considération. En cas de difficultés à s'inscrire et à remplir le formulaire de candidature, le candidat peut demander conseil en soumettant un appel dans le compte personnel du site web « Education in Russia ».

Les candidats peuvent participer au processus de sélection pour une seule direction de formation/spécialité et dans un seul niveau d'enseignement.

Au cours de la première étape du processus de sélection mené par l'ambassade de la Fédération de Russie au Gabon, les candidats dont les demandes contiennent l'ensemble des documents requis sont présélectionnés sur la base d'indicateurs moyens de l'éducation antérieure ainsi que de points de bonus pour les réalisations individuelles. Pour que les réalisations individuelles soient prises en compte, les candidats sont tenus de présenter des preuves de réalisations individuelles (de nature scientifique, sportive ou créative), à condition qu'elles aient été obtenues au plus tôt trois ans avant la demande (c'est-à-dire que cette année, la restriction s'applique aux réalisations obtenues avant 2019). La priorité dans le processus de sélection est accordée aux lauréats ou aux finalistes des concours internationaux : à résultats égaux, ils sont considérés comme ayant passé avec succès la première étape du processus de sélection et figurent en tête de la liste des candidats à la bourse.

Pour les candidats qui ne figurent pas sur la liste des lauréats, une liste de réserve de 20 % du nombre total de places est constituée (c'est-à-dire que six personnes supplémentaires auront la chance d'avoir la bourse). Cette liste est formée par le nombre de candidats inscrits sur la liste du concours à la suite des candidats qui ont été sélectionnés, par ordre de notes décroissant.

Ensuite, la liste des candidats sélectionnés est envoyée au bureau central de Rossotrudnichestvo (agence fédérale russe chargée de la coopération humanitaire internationale), qui examine les résultats de la première étape de sélection et envoie une lettre d'accompagnement au ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur de la Fédération de Russie avec les résultats formés pour la deuxième étape de sélection.

La deuxième étape de sélection est effectuée par le ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur et par les organisations éducatives russes prêtes à accepter des étudiants étrangers parmi les candidats sélectionnés lors de la première étape. Approuvées par le ministère, les listes de candidats sélectionnés sont envoyées par Rossotrudnichestvo à l'ambassade de Russie au Gabon pour transmission à l'Agence nationale des bourses d'études du Gabon ●



LA BANCASSURANCE

POUR TOUS VOS BESOINS EN ASSURANCE

Améliorez la résilience de votre entreprise

- Bénéficiez de solutions d'assurance complètes pour votre entreprise
- Protégez votre personnel, vos locaux, vos biens, vos équipements et davantage, avec les meilleurs assureurs

Pour des couvertures d'assurance sur mesure et à prix compétitifs, rendez-vous sur ecobank.com/bancassurance

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

ASSINCO FÊTE SES 25 ANS

LA VALEUR N'ATTEND PAS LE NOMBRE DES ANNÉES

Créée en 1997, cette compagnie d'assurance est affiliée au groupe BGFIBank depuis 2011. L'entrée d'Assinco dans le groupe BGFIBank est le fait marquant le plus important de son histoire. Actionnaire de référence, avec une participation de 60 %, BGFH Holding Corporation apporte une caution financière et ouvre à Assinco les portes du futur avec l'énorme potentiel de la bancassurance. Autre choix payant, les actionnaires ont bien géré la transition générationnelle. Ils n'ont pas hésité à confier les rênes de l'entreprise à une équipe jeune et dynamique. En 2022, les résultats parlent d'eux-mêmes. Cette jeune compagnie est leader et détient 26 % de parts de marché en assurances non-vie (IARD). Certifiée ISO 9001 depuis décembre dernier, elle affiche ses ambitions et œuvre au renforcement de la proximité client en nouant des partenariats stratégiques avec l'important réseau de courtiers solidement implanté au Gabon.

PORTRAIT

Stephen Moussirou, 41 ans, est titulaire d'un bac S obtenu en 1998 à St François de Sales à Évreux (France). Il s'oriente vers la finance à l'ISG International et obtient un BBA. Dans le cadre d'un programme d'échange corporate finance, il poursuit son parcours en 2003 à l'université St. John's de Manhattan aux USA puis rejoint Paris en 2004. Diplômé de l'ISG, il débute sa carrière chez Pricewaterhouse Coopers Gabon où il occupe entre 2005 et 2009 le poste d'auditeur junior puis sénior puis supervisor et assistant-manager. Il rejoint ensuite Colina assurances, devenue Sanlam, en qualité de responsable administratif et financier puis directeur financier, jusqu'en 2012. Après une brève expérience chez Canal+ Overseas, il est recruté en juin 2013 par Assinco en qualité de directeur administratif et comptable. Stephen Moussirou est directeur général d'Assinco depuis novembre 2016.

Échos de l'Éco : Monsieur Stephen Moussirou, Assinco était déjà leader avant d'être certifié ISO 9001. Quel est l'apport supplémentaire de ce sésame ?

Ce label représente les ambitions du groupe. Nous avons commencé la démarche qualité en 2018 et avons été certifiés en décembre 2021, en même temps que BGFIBank Guinée équatoriale. Nous prônons la culture de l'excellence et la qualité en termes de services. Nous voulons démontrer que nous maîtrisons notre métier, nos activités et nos produits. L'objectif est de croître et satisfaire toutes les parties prenantes d'Assinco, notamment les sinistrés, les assurés et les fournisseurs. C'est un atout, un argument commercial important. Assinco est membre du réseau Globus depuis 2008 et c'est une obligation de la part des adhérents d'être certifiés ISO qualité ou conformité, ou de détenir une notation financière. C'est un atout commercial indéniable. Par ailleurs, cette certification doit également nous permettre d'améliorer notre rentabilité.

Selon vous, quelle est votre force, sachant qu'Assinco n'est pas l'assureur le plus ancien du pays ?

La force d'Assinco, c'est son personnel jeune, impliqué et bien formé. Comme aimait le souligner Henry Ford, « les deux choses les plus importantes n'apparaissent pas au bilan de l'entreprise : sa réputation et ses hommes ». La moyenne d'âge de nos collaborateurs est de 42 ans et l'ancienneté moyenne environ de 13 ans. La plupart de nos collaborateurs ont évolué au sein de l'entreprise et sont restés fidèles. Par conséquent, le personnel a le souci de la bonne gestion des contrats et de la commercialisation des nouveaux produits. Nous allouons annuellement 3 % de la masse salariale à la formation continue.

Nos courtiers sont nos premiers partenaires techniques et nous reconnaissent cette compétence. Le métier d'assureur a évolué et nous devons aujourd'hui répondre à des normes, respecter de nombreuses contraintes, sous peine de sanction.

Êtes-vous le seul assureur à proposer un package bancassurance ? Votre position vis-à-vis de BGFIBank stimule-t-elle votre apport de clientèle ?

Je souhaite préciser que BGFIBank est dans l'actionnariat depuis la création d'Assinco. Ils sont entrés à 15 % avec d'autres actionnaires, eux-mêmes déjà partie prenante dans BGFH Holding. En 2011, il a été décidé de monter à 60 % de l'actionnariat pour faire d'Assinco une filiale de BGFH Holding Corporation. Nous faisons donc partie d'un groupe multipays et multimétiers, qui opère selon les critères internationaux.

Le renforcement de la gouvernance est un pilier important de notre projet d'entreprise : Dynamique 2025. Ce projet impose notamment de transformer le capital humain, garantir les ressources et assurer le développement.

Nous sommes la seule compagnie d'assurances IARD du marché à appartenir à un groupe bancaire. Cette spécificité nous permet de disposer d'une surface financière importante.



●●● Stephen Moussirou, directeur général d'Assinco.

Concernant la bancassurance, toutes les banques commercialisent des produits d'assurance vie. Par exemple, l'assurance décès-invalidité qui est adossée au crédit ainsi que les produits d'épargne et de capitalisation.

Cependant, Assinco est bien positionné en termes de bancassurance pour les produits non-vie. Protection saphir, produit lancé en 2016 avec Loxia coûtait 5 000 F CFA : il s'agissait d'une garantie contre les accidents de la vie à hauteur de 3 millions de capital et une RC-chef de famille à hauteur de 75 millions. Le succès ne s'est pas fait attendre. Nous enregistrons

jusqu'à 180 adhérents par mois. Nous avons suspendu ce produit en raison d'un revirement stratégique.

Au second semestre 2021, avec BGFIBank Gabon, nous avons également lancé le produit Mobi Assur qui couvre les appareils connectés pour la clientèle des particuliers. Une innovation sur le marché.

Indiquez-nous quelques chiffres, quelques dates : depuis quand êtes-vous installé dans ce bâtiment ? À qui appartient-il ? Quel est le nombre d'agences Assinco implantées au Gabon ? Combien cela représente-t-il d'employés ?



●●● Siège Assinco Libreville.

Au 1^{er} février 2022, nous ouvrirons un point de vente à Port-Gentil au sein du centre d'affaires BGFIBank Fidis, qui servira de relai entre le siège et nos clients installés dans la capitale économique du pays.

Ce bien immobilier a été construit en 30 mois sous la supervision de notre société-sœur Hedenia et nous l'avons mis en service le 31 août 2019. Ce siège moderne est à l'image de l'ambition des actionnaires d'Assinco: se positionner en assureur de référence des opérateurs économiques du Gabon. Grâce à la création d'un consortium, le financement de cet immeuble a été réparti entre différents investisseurs, dont Assinco pour 50% et BGFI Holding Corporation, qui est notre actionnaire majoritaire, pour 15%. D'autres investisseurs privés y participent également.

Au 31 décembre 2021, Assinco emploie 67 employés. Nous avons une agence située au centre-ville de Libreville (Odyssée) et disposons d'un réseau d'intermédiaires, composé du réseau des courtiers de la place. Au 1^{er} février 2022, nous ouvrirons un point de vente à Port-Gentil au sein du centre d'affaires BGFIBank Fidis, qui servira de relai entre le siège et nos clients installés dans la capitale économique du pays, mais également avec nos courtiers situés dans cette ville importante.

Avez-vous pour ambition de rayonner à l'international ?

Bien entendu. Quand Assinco est devenue une filiale de BGFIBank en 2011, l'ambition était d'exporter notre marque, notre métier, notre savoir-faire partout où le Groupe est installé.

À vous écouter et à vous lire, nous comprenons que l'accroissement du portefeuille et la puissance d'Assinco sont directement liés à cette puissance financière apportée par le Groupe. Et c'est effectivement rassurant pour un souscripteur de ne pas s'inquiéter des remboursements éventuels dus à un sinistre.

Comme le métier de la banque, celui de l'assurance est un métier de confiance. Nous vendons une promesse et un engagement: versez-nous une prime et si vous avez un sinistre, nous serons à vos côtés pour vous indemniser. Il est important pour un assureur d'être perçu et reconnu pour son sérieux, sa rigueur, sa solvabilité.

En termes de clientèle, nous travaillons avec de grands corporate. À l'international, certains font partie du réseau Globus, d'autres souscrivent par le canal de nos courtiers tels qu'Ascoma, Gras Savoye, Olea ainsi que le réseau de courtiers locaux. Ce sont des partenaires stratégiques.

Nous ciblons également les PME et les particuliers, clientèle à l'endroit de laquelle nous proposons des solutions sur mesure ou en package. Au Gabon, sachant que la principale assurance obligatoire est l'assurance automobile, nous cherchons en permanence à conquérir de nouveaux assurés, conserver ceux déjà en portefeuille et tout mettre en œuvre pour les satisfaire. L'assurance habitation est également un produit porteur et nous souhaitons équiper davantage de souscripteurs.

En 2017, vous affichiez un chiffre d'affaires de 17m^{ds} de F CFA. Quel est-il en 2021 ?

En 2021, nous avons encaissé plus de 18 m^{ds} de primes.

Entre comptes particuliers et comptes professionnels, comment est réparti votre chiffre d'affaires ?

80% de notre chiffre d'affaires est réalisé avec les entreprises et les PME, ce qui représente environ 12 000 à 15 000 contrats.

Au Gabon, dans le domaine de l'assurance, on observe une concurrence qui n'a rien d'ordinaire au regard du nombre d'habitants sur le territoire. Comment l'expliquez-vous ?

Jusqu'en 2009, nous étions 4 opérateurs puis 5 avec Colina devenu Sanlam. En 2015 sont arrivés Assurances du Gabon et Sunu IARD pour un marché en décollecte dû à la chute du prix du baril et la baisse des tarifs automobile. Aujourd'hui, le marché de l'assurance est réduit aux tarifs les plus bas. Nous attirons l'attention de nos souscripteurs sur les risques et dérives liés à une sous-tari-

fication, en raison du risque de défaut au moment du remboursement des sinistres éventuels. Dans notre argumentaire technico-commercial, nous mettons en avant les normes assurantielles en termes de tarifs et de garantie, qui garantissent les valeurs essentielles d'un assureur.

Nous œuvrons également au niveau de la fédération des assureurs (Fegasa) pour la promotion du secteur de l'assurance et le développement des missions d'investisseurs institutionnels des assureurs.

Version PDF du journal téléchargeable

Scannez ce QR code pour accéder à notre site web.

Facebook, Twitter, LinkedIn icons



Institute of Internal Auditors
Gabon

L'AGACI FAIT PEAU NEUVE

Nous changeons d'identité visuelle et restons engagés à promouvoir les métiers de l'audit et du contrôle internes au sein des entreprises et organisations implantées au Gabon.

LES DIFFÉRENTES DÉCLINAISON DU LOGO



LE CERTIFICAT COSO

Démontrez votre connaissance du référentiel de contrôle interne avec le Certificate COSO

LE CERTIFICAT COSO ATTESTE DE VOTRE CONNAISSANCE DU RÉFÉRENTIEL INTÉGRÉ DE CONTRÔLE INTERNE, PUBLIÉ PAR LE COSO (COMMITTEE OF SPONSORING ORGANIZATION OF THE TRADEWAY COMMISSION).

LE CERTIFICAT COSO VOUS PERMETTRA DE DÉVELOPPER UNE EXPERTISE DANS LA CONCEPTION, LE DÉPLOIEMENT ET L'ANIMATION D'UN RÉFÉRENTIEL DE CONTRÔLE INTERNE.

MODALITÉS DE L'EXAMEN

QCM de 50 questions 75-90 minutes (1h15 - 1h30)
Interruption automatique du QCM après 150 minutes (2h30)

TARIFS

Inscription à la formation et à l'examen

Adhérent :
1 650 000 FCFA
Non Adhérent :
1 900 000 FCFA



INSCRIVEZ-VOUS DÈS À PRÉSENT

Par mail : 2016agaci@gmail.com
Tél. : (+241) 77 07 18 56 / 77 42 99 55

DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LA BANQUE MONDIALE ALERTE

D'importants investissements seront nécessaires pour soutenir la croissance économique après la pandémie. Il faut agir maintenant pour une meilleure maîtrise de l'endettement des pays en développement.

En 2016, le Mozambique a connu une crise économique après la découverte de deux prêts importants non déclarés. Les bailleurs de fonds ont gelé leur soutien au pays et le gouvernement s'est trouvé contraint d'opérer des coupes claires dans les dépenses publiques.

Plus récemment, lorsqu'ils ont sollicité une restructuration de leur dette au titre du cadre commun du G20 pour les traitements de dettes, le Tchad et la Zambie ont rencontré un obstacle de taille : les services de la dette de ces deux pays étaient incapables de fournir un décompte exhaustif actualisé de leurs créances et de leurs créanciers. Ce défaut d'information a retardé la négociation des restructurations. Il a fallu plus de six mois pour que les conseillers financiers réussissent à rassembler toutes les données nécessaires.

Ces situations, qui montrent les risques que font peser les créances non déclarées sur les prêteurs comme sur les emprunteurs, ont suscité des appels pressants à une plus grande transparence de la dette. Pour le moment, ces avertissements sont néanmoins restés sans suite. La dette publique des pays à faible revenu demeure difficile à cerner, soit parce que les statistiques officielles sont lacunaires, soit parce que certaines données sont gardées secrètes en raison de clauses de confidentialité dans les contrats de prêt.

Trois éléments devraient en particulier nous alerter et nous inciter à porter une plus grande attention à la situation. D'abord, 40 % des pays à faible revenu n'ont publié aucune donnée sur leur dette souveraine depuis plus de deux ans, sans compter que ceux qui l'ont fait se limitent en général aux créances de l'État central et à des instruments classiques de type prêts et emprunts de titres. Ensuite, on constate d'énormes discordances au niveau des estimations de la dette des pays à faible revenu actuellement disponibles : l'écart entre les montants annoncés sur les sites web des services nationaux de la dette et ceux déclarés par les banques multilatérales de développement atteint parfois jusqu'à 30 % du PIB. Enfin, sur les 15 pays à faible revenu dont la dette est garantie par

des ressources naturelles, aucun ne fournit de détails sur les termes de ces contrats.

De tels flottements ne devraient pas être tolérés dans les circonstances actuelles. Plus de la moitié des pays à faible revenu sont déjà en situation de surendettement ou fortement menacés de l'être. La dette des pays à revenu faible et intermédiaire atteint des niveaux sans précédent dans l'histoire récente. Or d'importants investissements seront nécessaires pour soutenir la croissance économique après la pandémie de covid-19.

Les preuves sont là : une plus grande transparence de la dette aide les gouvernements à prendre de meilleures décisions pour leurs futurs emprunts et réduit les coûts à long terme. Une comptabilité précise et rigoureuse de l'endettement est également positive pour les créanciers : elle les aide à apprécier pleinement la viabilité de la dette d'un pays et à fixer plus précisément le prix des prêts. Cette transparence facilite, accélère et optimise les efforts de restructuration de la dette. En outre, elle donne aux citoyens de meilleurs leviers pour demander des comptes aux gouvernements sur les créances qu'ils contractent.

La transparence de la dette ne se réduit cependant pas à la transparence des données, elle doit aussi porter sur les opérations d'emprunt. Même lorsqu'elles existent, il arrive que les données renvoient à des pratiques d'emprunt opaques, irrégulières ou excessivement coûteuses. Une récente étude de la Banque mondiale met en évidence trois principaux sujets de préoccupation.

- La dette intérieure : les arriérés budgétaires ne sont généralement pas pris en compte parce que les pays à faible revenu n'appliquent pas une comptabilité d'exercice. De plus, 41 % seulement de ces pays recourent à des adjudications sur les marchés comme principal canal d'émission de la dette intérieure et ceux qui le font ne divulguent que des informations fragmentaires aux investisseurs.

- Les prêts adossés à des ressources naturelles : garantis par des revenus futurs, ces prêts ne sont généralement pas pris en compte dans les statistiques parce qu'ils ne sont pas reconnus par le pays débiteur ou sont conclus hors budget. De plus, ils sont sou-



vent assortis de plus forts taux d'intérêt que d'autres sources de financement comparables non garanties.

- La dette extérieure non négociable : peu d'informations sont disponibles sur les opérations et les restructurations des prêts commerciaux. Par ailleurs, certains instruments des banques centrales produisent aussi des « dettes surprises » ou diluent les droits des créanciers, comme on a pu le constater pour des dépôts en devises non enregistrés ou des opérations de mise en pension (« repos ») surcollatéralisées avec des titres propres.

Les pays en développement ont donc beaucoup à gagner de l'amélioration de la transparence de la dette.

- Investir de manière à disposer des capacités et des systèmes nécessaires pour produire des données d'endettement exactes. Il convient notamment de résoudre les problèmes opérationnels qui entravent la publication régulière de rapports exhaustifs sur la dette. Des publications annuelles doivent faire état des statistiques de base sur la dette publique et la dette garantie par l'État pour l'ensemble des administrations publiques, et inclure des informations sur les différents titres de créance. Elles doivent comprendre une définition de la dette publique conforme aux normes internationales ;

- Faire en sorte que le cadre juridique incite davantage à

la transparence. Le cadre juridique de gestion de la dette doit définir clairement les modalités d'autorisation d'endettement et imposer la publication des informations relatives à la dette publique en précisant la teneur et la fréquence. Ce cadre doit aussi comprendre la liste des instruments d'emprunt, transactions et sources de financement autorisés et prévoir des audits périodiques de l'encours de la dette ;

- Adopter des mécanismes fondés sur le marché pour l'émission de la dette intérieure. Pour encourager les réformes sur ce point, la Banque mondiale a lancé récemment un outil de suivi de la transparence des émissions de titres publics ;

- Appliquer un processus rigoureux d'analyse et de contrôle de l'approbation et de la mise en œuvre des prêts adossés à des ressources naturelles. Celui-ci devra comprendre les étapes suivantes : 1. évaluer avec soin l'effet sur la viabilité ; 2. vérifier que les conditions proposées tiennent bien compte de la valeur de la garantie ; 3. s'assurer que les composantes juridiques et techniques de la structure proposée sont correctement prises en compte ; 4. évaluer avec soin l'impact éventuel de l'octroi d'une garantie sur d'autres financements, compte tenu de la stratégie nationale de gestion de la dette.

L'amélioration de la transparence n'incombe toutefois pas uniquement aux gouvernements des pays emprunteurs. Les créanciers peuvent aussi favoriser des pratiques de financement plus transparentes en communiquant des informations détaillées sur leur propre portefeuille de prêts. Il leur incombe de limiter le recours aux clauses

de confidentialité et de proscrire le secret. Ils se doivent de publier des informations détaillées sur les portefeuilles de prêts, comme le préconisent les directives opérationnelles du G20 pour un financement durable.

Les institutions financières internationales ont aussi un rôle essentiel à jouer en matière de transparence et de viabilité de la dette. Il nous semble, en effet, qu'il faudrait normaliser et consolider les pratiques de recueil des données à l'échelle mondiale. Par le biais d'une palette d'outils, la Banque mondiale promeut les réformes en fournissant des évaluations régulières du respect par les pays des normes internationales dans les domaines statistiques et comptables.

À la suite de la pandémie de covid-19, nous ne saurions rester les bras croisés face aux problèmes de transparence de la dette dans les pays en développement. C'est maintenant qu'il faut agir •

Source : Banque mondiale



Version PDF
du journal téléchargeable



Scannez ce
pour accéder à
notre site web.



INTERVIEW DE MONSIEUR NICHOLAS ACHIRI ASANGWE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE ECOBANK GABON

2021 : L'ANNÉE DES RÉCOMPENSES POUR ECOBANK

Ecobank s'est distingué en 2021 en remportant le trophée africain de l'inclusion financière et le prix de la banque de l'année. Monsieur Nicholas Achiri Asangwe, directeur général de Ecobank Gabon, en poste depuis octobre 2018. La presse lui réserve une large part de ses colonnes parce qu'il est un ferme défenseur d'une vision panafricaine financièrement autonome.



●●● Nicholas Achiri Asangwe, directeur général de Ecobank Gabon.

Échos de l'Éco : Monsieur Achiri, quel est le fait marquant de l'année 2021 à vos yeux ?

Bonjour, et merci pour l'opportunité que vous m'accordez une fois de plus de m'exprimer sur l'actualité

du groupe Ecobank de façon générale et de Ecobank Gabon, institution financière exerçant depuis 2009 en particulier.

Nous pouvons dire que le fait majeur de 2021 a été notre capacité à nous adapter au

contexte économique actuel et surtout, à transformer notre activité tout en intégrant la pandémie de covid-19 dans notre quotidien et en tirer parti.

En effet, grâce à notre accélération digitale et à la mise à disposition de plateformes numériques fiables et sécurisées, nous n'avons cessé de placer nos clients au cœur de nos activités en leur permettant d'effectuer leurs transactions bancaires courantes à distance.

Nos performances financières liées au digital ont crû de plus de 119 % entre juin et septembre 2021. Par ailleurs, 9 transactions sur 10 passent désormais par nos plateformes digitales (application mobile Ecobank, la banque en ligne pour les particuliers et les entreprises) en comparaison avec les transactions effectuées en agence (caisses).

Cette tendance en termes de performances s'étend à l'ensemble des activités de la banque et reflète clairement que nous sommes globalement sur une trajectoire de croissance.

Nous avons également accru notre soutien à l'État et aux grandes entreprises, jouant à bien des égards un rôle locomoteur sur de grands projets d'investissement, et ce grâce au support des filiales sœurs de la Cemac, mais aussi et surtout, à l'expertise transcontinentale du groupe Ecobank à travers ses 33 filiales africaines. Cette expertise nous positionne aujourd'hui comme la banque de référence pour la Zlecaf.

En soutien aux PME/PMI, nous avons lancé avec beaucoup de succès le programme Ellever conçu pour soutenir les entreprises axées sur les femmes au Gabon. Nous avons à ce jour plus d'une centaine de clients pour un volume de financement de plus de 500 millions octroyés.

Dans le domaine de la banque de la clientèle des particuliers, nous avons axé notre effort commercial sur l'accélération de l'inclusion financière en nous appuyant d'une part sur l'innovation

des produits et services mis à leur disposition, et d'autre part sur des partenariats stratégiques qui nous ont permis d'étendre notre réseau indirect (extension de nos points Xpress) à travers le pays.

Quels sont vos projets pour 2022 ?

Pour 2022, il nous faut accélérer tous les changements impulsés depuis plus de 4 ans déjà et maintenir notre vision panafricaine. Il est tout aussi important et primordial pour nous de saisir toutes les opportunités de soutenir une forte croissance à tous les niveaux et bien évidemment, de continuer à améliorer notre qualité de service à la clientèle en lui offrant des solutions digitales pratiques, tout en exploitant constamment les dernières technologies pour répondre à l'évolution de ses attentes.

Nous voulons nous attacher à offrir une expérience client exemplaire, quel que soit le canal d'interaction avec les clients, afin d'être la banque de l'avenir et la banque de confiance au Gabon et en Afrique ●

GABON : L'ÉCONOMIE CONSOLIDE SES INDICATEURS DE REPRISE MALGRÉ LA CRISE LIÉE À LA COVID-19

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2021, tous les secteurs productifs de l'économie gabonaise ont observé des performances appréciables.

Les signes de reprise affichés par l'économie gabonaise depuis le 4^e trimestre 2020 se sont poursuivis au 3^e trimestre de l'année 2021.

Dans cette mouvance, c'est le secteur primaire qui donne le ton. Selon les données du ministère de l'Économie, la production de manganèse observe une progression de +12,3 % à 6,98 millions de tonnes, l'exploitation forestière de +17,5 % à 1,9 million de m³. Quant à elle, la filière huile de palme brute se situe à +119,9 %, à 84 511 tonnes.

Toutefois, l'on note une baisse de la production de pétrole (-8,3 % à 7,485 millions de tonnes) et de caoutchouc humide (-30,4 % à

11 036 tonnes) et usiné (-42,9 % à 3 483 tonnes).

À l'instar du secteur primaire, le secteur secondaire observe une meilleure résilience dans la plupart des branches à l'exception de la production de farine (-0,9 % à 61 617 tonnes) et de la transformation de sucre (-11,8 % à 14 855 tonnes).

En effet, les BTP (+19,4 %), la production d'huile raffinée (+11,2 % à 15 432 tonnes), les industries du bois (+29,8 % à 1,01 million de m³), les peintures (+25,3 % à 2 980 tonnes), de tôles (+49,7 % à 1 693 tonnes) et de silicomanganèse (+30,1 % à 22 379 tonnes) sont en hausse sur la période d'analyse.

Dans le secteur tertiaire, à l'exception du commerce général structuré qui est en repli

(-4,1 % à 233,3 m^{ds} de F CFA), toutes les autres branches sont en augmentation. On observe ainsi un relèvement dans le transport aérien (+49,2 % du nombre de passagers malgré le recul du volume de fret), ferroviaire (+6,5 % à 7,1 millions de tonnes du volume global des marchandises) et de l'activité portuaire (+10,9 % à 4,5 millions de tonnes de marchandises manipulées aux quais Olam).

De même, les télécommunications (+3,2 % du chiffre d'affaires à 163,5 m^{ds} de F CFA), le commerce des produits pétroliers (+13,7 % à 499 979 tonnes métriques), le commerce des produits pharmaceutiques (+8,5 % à 50,5 m^{ds} de F CFA) et les services de réparation mécanique (+24,6 % à 13,04 m^{ds} de F CFA) suivent la même tendance haussière.

Sur les neuf premiers mois, les ressources collectées par le secteur bancaire ont augmenté de 4,9 % à 2 182,3 m^{ds} de F CFA. De même, les crédits bruts distribués se sont relevés de 18,9 % à 1 715,5 m^{ds} de F CFA contre 1 442,7 m^{ds} un an auparavant, tirés essentiellement par les crédits accordés au secteur privé.

Dans le même temps, l'activité du secteur des assurances a enregistré une légère progression du volume de primes encaissées. En effet, le chiffre d'affaires consolidé a évolué de 0,4 % à 81,88 m^{ds} de F CFA par rapport à la même période en 2020, sous l'effet des émissions de la branche Vie.

À fin septembre 2021, le commerce extérieur du Gabon s'est caractérisé par une progression des exportations (+3,9 %) et une baisse des importations (-9,5 %), se traduisant par un solde commercial excédentaire en hausse de 14,9 % à 1 373,9 m^{ds} de F CFA.

Le repli des pressions inflationnistes entamé depuis le premier trimestre s'est poursuivi. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est situé à +1,0 % à fin septembre 2021 contre +1,2 % sur la même période un an plus tôt.

De janvier à septembre 2021, tout comme en 2020, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire et des déficits des soldes base ordonnancements et base caisse. En effet, l'excédent primaire s'est accru pour s'établir à 90,2 m^{ds}

de F CFA consécutivement à une hausse des recettes budgétaires (+1,9 %) et à la baisse des dépenses primaires (-3,7 %).

Le solde base ordonnancements a enregistré un déficit de 118,3 m^{ds} de F CFA, en atténuation par rapport à celui enregistré à la même période en 2020, essentiellement du fait du repli des dépenses budgétaires (-2,8 %). Dans le même temps, le déficit du solde base caisse s'est contracté, passant de 129,2 m^{ds} de F CFA à 65,3 m^{ds} de F CFA, en lien avec l'accumulation des instances du Trésor.

Sur la période, l'encours de la dette s'est accru de 14,6 % pour se situer à 6 689,3 m^{ds} de F CFA. Cette hausse du stock de la dette publique résulte de l'augmentation de la dette intérieure (+52,0 %), en dépit de la baisse de la dette extérieure (-0,6 %) ●

Source : conjoncture économique

Un **RÉSEAU** pour mieux **VOUS SERVIR**



AGENCES

CAPELLA (Carrefour SNI - Owendo)

PEGASE (Carrefour Gigi - Akanda)

NEPTUNE (Okala - Libreville)

PREMIUM (Agence de Libreville - Centre-ville)

ALTAÏR (Agence de Port-Gentil)

LÉONIS (Agence de Lambaréné - Centre-ville)

MERCURE (Agence de Franceville - Centre-ville)

GAMMA (Z.I d'Oloumi - Libreville)

Ouverture*
Lundi au Vendredi
7H45 À 15H30
Samedi
9H00 À 14H00

VÉNUS (Boulevard de l'indépendance - Libreville)

EXCELLIUM (Batterie IV - Libreville)

OCÉAN (Glass - Libreville)

ORION (Port - Owendo)

GAIA (Agence d'Oyem - quartier NGOUEMA)

MOANDA (Agence de Moanda - Centre-ville)

CÉPHÉE (Agence de NKOK - ZES NKOK)

Ouverture
Lundi au Vendredi
7H45 À 15H30

CENTRES D'AFFAIRES

GRENAT (Boulevard de l'Indépendance - Libreville)

PERCE (Z.I d'Oloumi - Libreville)

FIDIS (Nouveau Port - Port-Gentil)

Ouverture
Lundi au Vendredi
7H45 À 15H30

POINT CASH CENTAURI (Louis- Libreville)

POINT CASH ADL (Zone aéroport de Libreville)

Ouverture
Lundi au Vendredi
7H45 À 15H30
Samedi
9H00 À 14H00
Lundi au Samedi
7H45 À 16H30



LES 12 PREMIÈRES UNES DES ÉCHOS DE L'ÉCO

Merci de la confiance que vous nous avez témoignée

N°1

Monsieur Hugues Mbadinga Madiya,
Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Petites
et Moyennes Entreprises.



**QUELLES
PERSPECTIVES
POUR LES
PME/PMI ?**

N°2

Madame Rosario Bento Pais
Ambassadrice de l'Union européenne au Gabon
pour Sao Tomé-et-Principe et la CEEAC



**UNION
EUROPÉENNE
ET UNION
AFRICAINNE,
UNE HISTOIRE
AU LONG
COURS**

N°3

Monsieur Henri-Claude Oyima
Président Directeur Général du Groupe
BGFIBank



**IL N'EXISTE
PAS DE
GRANDES
HISTOIRES
SANS DE
GRANDS
HOMMES**

N°4

Monsieur Abdu Razzaq Guy Kambogo
Directeur Général de L'Aganor
Agence Gabonaise de Normalisation.



**L'AGANOR ET
SES MISSIONS**

N°5

Monsieur Stéphane Bassène,
Directeur Général de TotalEnergies Gabon



**TOTAL GABON,
95 ANS APRÈS...**

N°6

Monsieur Léod Paul Batolo
Administrateur, Directeur Général de Comilog



**COMILOG :
LA PERFOR-
MANCE INDUS-
TRIELLE ET LA
RSE SONT IN-
DISSOCIABLES**

N°7

Monsieur Léon Armel Bounda Balonzi,
Ministre des Travaux Publics,
de l'équipement et des Infrastructures



**LES IN-
FRASTRUCTURES
ROUTIÈRES
SONT-ELLES EN
BONNE VOIE ?**

N°8

Monsieur Yannick Ebibie,
Directeur Général de La Sing
Société d'Incubation Numérique du Gabon



**SING : LA MICRO
SILICON VALLEY
DU GABON**

N°9

Monsieur Bernard Azzi,
Président-Directeur Général de Prix Import



**PRIX IMPORT :
AU CARREFOUR
DES CHEMINS**

N°10 :

Monsieur Ghislain Moandza,
Directeur Général de l'Agence Nationale de la
Promotion des Investissements.



**L'ANPI-GABON :
POUMON
ÉCONOMIQUE
DU PAYS**

N°11 :

Monsieur Gomez Agou
Représentant Résident du Fonds Monétaire
International (FMI) au Gabon



**FMI : UN ALLIÉ
STRATÉGIQUE ET
CIRCONSTANCIEL**

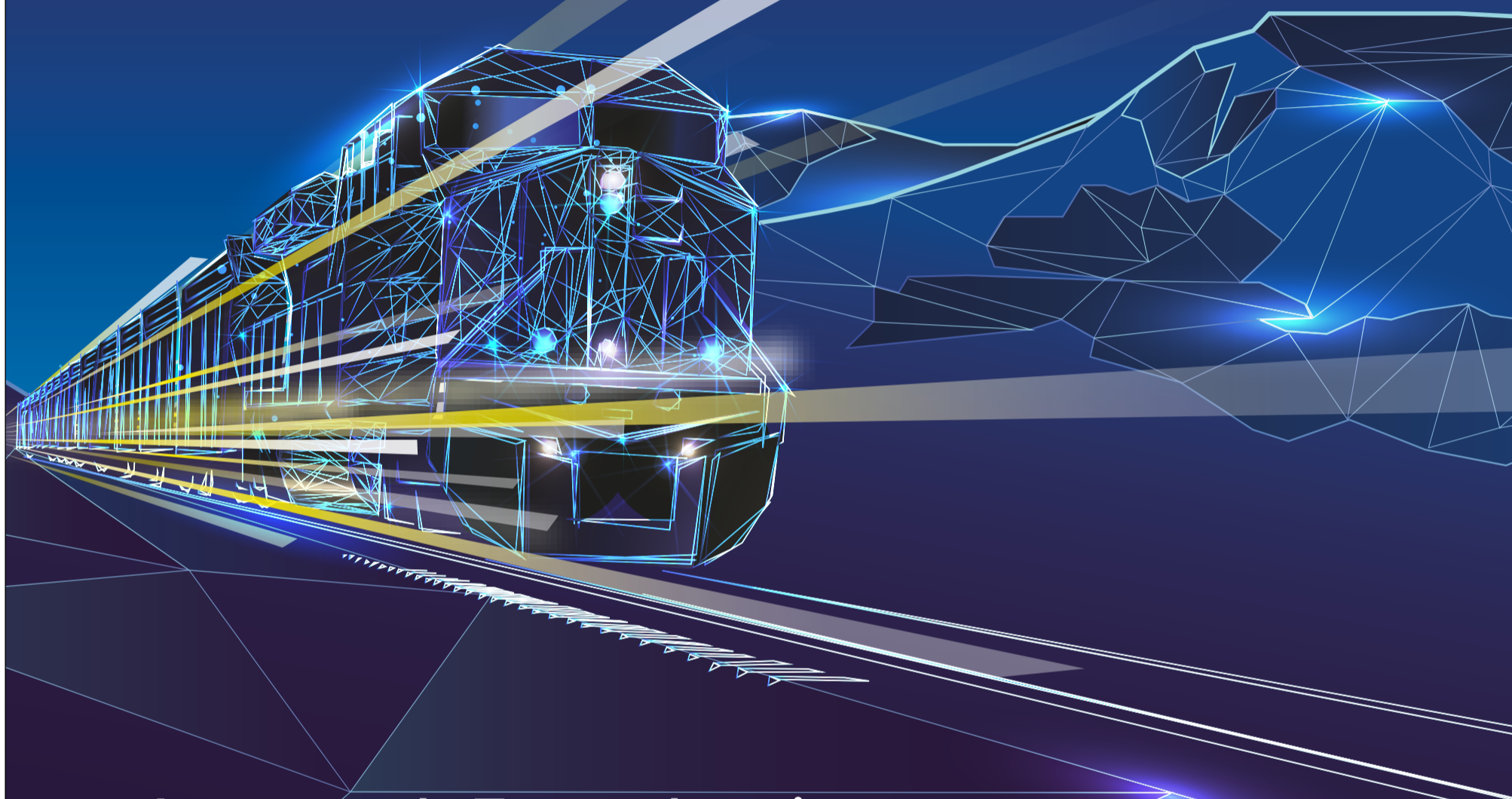
N°12 :

Monsieur Ilias Iskandarov,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de la Fédération de Russie



**LA RUSSIE PASSE
À L'ACTION**

Un chemin de fer de classe mondiale, pour soutenir le développement économique national.



Les gares du Transgabonais

Owendo Virié - Essassa - N'Toum - Andem
M'Bel - Oyan - Abanga - N'Djole - Alembe
Otoumbi - Bissouma - Ayem - Lope
Offoue - Booue - Ivindo - Mouyabi - Milole
Lastourville - Doume - Lifouta
Mbougou-Mbadouma - Moanda - Franceville



setrag.eramet.com

Setrag Entreprise  

À LA DÉCOUVERTE DU GABON PROFOND



Les Échos de l'Éco vous informent de l'ouverture de lodges dans lesquels il fait bon s'imaginer vivre quelques jours.

Par le Rédaction

Le rapport avec l'économie n'est pas loin. Ces établissements sont gérés par Luxury Green Resorts. Cette filiale du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) est un opérateur à part entière qui a pour mission de dynamiser la filière touristique gabonaise et de valoriser le patrimoine naturel gabonais. Sa mission consiste à investir dans des projets d'hébergements touristiques de qualité et à haute valeur ajoutée. Il collabore avec des partenaires reconnus pour leur track record dans le secteur du tourisme durable, avec les autorités locales, les opérateurs techniques, la société civile, et intègre les communautés.

L'engagement sans faille de Luxury Green Resorts pour la préservation du patrimoine en fait un investisseur

responsable. Il va de soi que ces réalisations nécessitent de dispenser aux Gabonais des formations aux normes internationales, créant ainsi de l'emploi bénéfique à la vie des populations.

PARTONS À LA RENCONTRE DE MÈRE NATURE

•• Pongara

Situé au cœur du parc national de Pongara, à seulement 45 minutes de Libreville, Pongara Lodge offre un arrangement plus traditionnel de Nature Lodge.

Avec une forêt côtière typique, une grande variété de mammifères et d'oiseaux, Pongara est un point de

départ idéal pour vivre une expérience naturelle de classe mondiale et prendre le temps de se détendre après un long et aventureux safari au Gabon.

C'est toutefois l'arrivée d'un grand nombre de tortues luths en période de nidification qui fait de Pongara un joyau absolu dans nos circuits touristiques. Pendant les mois de novembre à mars, l'ensemble du littoral de Pongara accueille l'un des plus grands rassemblements au monde de tortues luth en phase de reproduction.

En période estivale, il n'est pas rare d'observer des baleines à bosse venues accoucher dans les eaux non loin de l'estuaire.

•• Loango

Le parc national de Loango est sans doute le parc national le plus diversifié du Gabon, avec pas moins de cinq écosystèmes différents. Luxury Green Resorts gère la structure Loango camps, qui est com-

posée de Louri Wilderness camp, Akaka Forest camp et Ndola Luxury Tented camp. Ces camps se trouvent tous au cœur du parc national de Loango. Louri Wilderness camp et Akaka Forest camp sont des camps de tentes à faible impact écologique et de grande qualité. Les deux camps actuels permettent à Luxury Green Resorts de fournir un mini-circuit dans le parc et de s'assurer que les visiteurs peuvent en apprécier les différents écosystèmes. Ndola Luxury Tented camp est opérationnel.

Allez donc à la découverte de la nouvelle atmosphère de ces hébergements, pour un séjour au cœur de la richesse naturelle du Gabon. Plusieurs activités vous seront proposées, telles que des randonnées pédestres, partir à la rencontre des gorilles, faire des safaris sur la rivière, pratiquer de la pêche sportive et bien d'autres •



Publirédactionnel

RÉTROSPECTIVE 2021

LES FAITS MARQUANTS DE LA SOBRAGA

SOCIÉTAL

Le management de la Sobraga primé à l'international

Le vendredi 9 avril 2020, c'est au Crown Plaza Hôtel Deira de Dubaï que Fabrice Bonatti (DG) et Guy-Germain Essono Ekoua (DRH) ont été primés pour l'excellence de leur management à la tête de la Sobraga depuis plus de vingt ans.

Cette distinction arrive dans un contexte particulier, après plus d'une année plongée dans un contexte de crise sanitaire internationale, face à laquelle la Sobraga a su protéger ses employés et apporter un soutien technique aux autorités chargées de la riposte nationale contre la covid-19.

Pour le directeur des ressources humaines, Guy-Germain Essono Ekoua, cette récompense est avant tout collective et met en lumière une des valeurs fondatrices de l'entreprise : l'esprit d'équipe.

« Notre force, c'est notre unité et notre complémentarité. Parce que chacun sait qu'il est un maillon de cette grande chaîne qui nous permet de relever tous nos défis depuis 50 ans. Parce que nous savons qu'ensemble, nous pouvons surmonter toutes les épreuves » •



La qualité d'Andza reconnue à l'international

Andza, la marque d'eau minérale naturelle produite au Gabon depuis 1966 par la Société des boissons de Léconi (Soboleco), s'est vu décerner en mai 2020 une médaille d'or durant les 57^e Quality Awards Monde Selection à laquelle elle prenait part.



Accordée par un panel d'experts internationaux, cette distinction honore des années d'expérience et d'efforts importants fournis par l'entreprise pour maintenir au meilleur niveau le goût et la qualité de ce produit.

C'est aussi une fierté pour les Gabonais de voir la seule marque d'eau minérale naturelle du pays couronnée sur la scène internationale •

Contribution à la relance économique



Reconnue pour son engagement sociétal et environnemental, la SBG a été conviée le vendredi 12 novembre à la première table ronde sur le développement durable organisée par la BGFI Bank. L'entreprise citoyenne a ainsi pu présenter les enjeux et les réalisations de sa démarche RSE, notamment sur l'économie circulaire mise en place autour du déchet plastique •

Formation participative et exceptionnelle sur la RSE



Du 6 au 10 juillet, s'est tenue la 7^e édition du séminaire d'échange de compétences communément appelé « Les Sambas professionnels ». Ce séminaire est un rendez-vous annuel durant lequel les acteurs de demain, et notamment les jeunes entrepreneurs ou aspi-

rants à l'entrepreneuriat, peuvent se rencontrer, se former et partager leurs expériences professionnelles et personnelles afin de mettre en œuvre leurs projets respectifs.

Parmi les formations dispensées, la Sobraga a eu le privilège de sponsoriser un atelier autour du développement durable en entreprise dont le thème était « Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) comme levier de performances et de participation communautaire au développement ».

Cette formation réservée à ses employés, ses partenaires et certains managers tirés au sort sur Facebook, avait pour objectif d'acquiescer les notions de base de la RSE afin de favoriser la construction d'une vision partagée autour du développement durable entre la Sobraga et ses parties prenantes •

SOCIAL

Contribution à la relance économique

Le 30 juin 2021, fidèle à son sens des responsabilités et à l'esprit d'équipe qui sont au cœur de ses valeurs fondatrices, la Sobraga a souhaité accompagner la reprise progressive des activités des revendeurs, les tenanciers de bars et snack-bars de Libreville.

Les 150 membres de l'association ont reçu une dotation exceptionnelle de 2 250 casiers de boissons afin de reconstituer leurs stocks et relancer leur activité dans les meilleures conditions.

Les partenaires ont également reçu des kits sanitaires qui leur ont permis d'assurer le respect strict des gestes barrières dans leurs établissements respectifs •

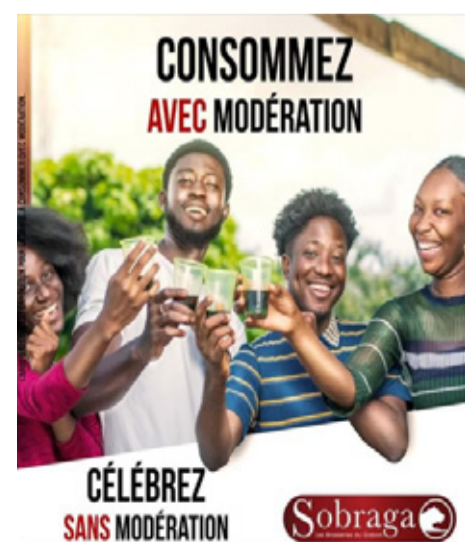


Consommation responsable et fêtes de fin d'année

La consommation responsable d'alcool est un axe essentiel de la politique RSE de la Sobraga.

Ainsi, l'entreprise citoyenne a lancé sur l'ensemble de ses réseaux sociaux une campagne digitale avec le hashtag #FeteAttention, afin de sensibiliser l'ensemble de ses parties prenantes à la consommation responsable d'alcool pendant les fêtes de fin d'année, en premier lieu les consommateurs.

Ce sont au total 10 visuels, dont deux GIF animés qui ont été partagés par le brasseur sur ses plateformes digitales, notamment Facebook, Twitter et Instagram. Chacun abordant différents volets de prévention importants en période de fêtes avec des conseils simples et efficaces sur la modération •



ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de sa politique engagée dans la lutte contre la pollution plastique, en tant que fédératrice, la Sobraga met en relation des partenaires spécialisés dans la collecte et le recyclage des déchets plastiques dans le but de consolider une économie circulaire. Les initiatives innovantes de chacun de ces acteurs ont permis de collecter plus de 120 000 000 bouteilles en plastique en 2021.

Pose d'un bac de collecte géant pour bouteilles en plastique



Le 12 août 2021, grâce à la collaboration de la Direction générale de l'environnement, de la mairie du 6^e arrondissement et de son partenaire NAMé Recycling, la Sobraga a posé un conteneur de 20 pieds aménagé en point d'apport volontaire pour les riverains du rond-point de Nzeng-Ayong. Cette initiative novatrice permet de fédérer les popu-

lations autour du recyclage des bouteilles en plastique, en créant un point d'apport volontaire au cœur du quartier le plus peuplé de la capitale gabonaise. Elle illustre aussi parfaitement le slogan de la campagne contre la pollution plastique : « Il n'y a pas de petits gestes lorsque nous sommes des milliers à le faire! » ●

Sobraga équipe les « petits » collecteurs

Après deux phases d'un concours de collecte de bouteilles en plastique en 2020, destinées à sensibiliser les particuliers au tri des bouteilles en plastique à domicile, en 2021, la Sobraga a décidé de proposer un défi aux professionnels et autoentrepreneurs désireux de développer leurs activités dans la valorisation des déchets plastiques.

Le #DéfiDes10000Bouteilles a été un franc succès, avec plus de 100 000 bouteilles collectées par une quinzaine de participants. La Sobraga a récompensé les cinq meilleurs participants par une importante dotation en matériel de collecte, notamment un tricycle motorisé flambant neuf pour le grand gagnant !

La professionnalisation de ces « petits » collecteurs permet de centraliser davantage de déchets



plastiques dans la capitale, mais surtout de faire évoluer les mentalités en habi-

tuant les particuliers au tri sélectif afin de donner une nouvelle vie au plastique ●

Sobraga s'engage avec la JCI pour le reboisement des mangroves

Dans le cadre de son engagement pour la préservation de l'environnement, la Sobraga a pris part le dimanche 12 décembre dernier à la journée « retrouvons les manches » organisée par la Jeune Chambre Internationale Gabon (JCI Gabon) et l'association « les Amis de la Lowé ». Une opération en faveur du reboisement du village mangrove Lowé Mindoubé 1 qui a permis d'assainir le milieu récepteur en le débarrassant des matériaux d'anciennes habitations, de bois mort et déchets divers. Une étape préalable et indispensable au reboisement du site avec le palétuvier rhizophora qui compose la mangrove si essentielle au renouvellement des ressources halieutiques ●



#j'emengage
Mon pouvoir, c'est ma décision

Il n'y a pas de petits gestes lorsque nous sommes des milliers à le faire



Publirédactionnel

VAALCO ET LA RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE EN ACTION À MAYUMBA

Livraison, le 21 décembre à Mayumba, d'importants chantiers dont la réhabilitation de l'école publique communale A, la fourniture et l'installation de 200 lampadaires solaires, deux forages hydrauliques publics avec système à énergie solaire, ainsi que la dotation en médicaments et équipement à la clinique de la commune. Des initiatives qui s'inscrivent dans le programme des actions du Gouvernement gabonais en faveur du bien-être des populations en mettant à profit les fonds de concours prévus dans le Contrat d'Exploration et de Partage de Production du champ Etame opéré par la société VAALCO Gabon S.A.

Initiés sur instruction du Gouvernement par le biais du Ministère du Pétrole, ces projets ont été exécutés par VAALCO qui a tissé au fil des années une forte relation avec les communautés de la ville de Mayumba. La cérémonie d'inauguration a été rehaussée par l'intervention de son Excellence le Ministre du Pétrole, du Gaz et des Mines, Monsieur Vincent de Paul Massassa.

« Ces travaux de réhabilitation ont débuté en juillet 2021 et se sont achevés en décembre 2021. Il est indéniable que le nouveau cadre favorise l'épanouissement des apprenants et améliore de façon substantielle les conditions de vie et de travail du personnel d'encadrement. En plus des cinq bâtiments réhabilités, comprenant chacun trois salles



de classe dotées de nouvelles terrasses, il faut compter le domicile du directeur de l'école, qui a lui aussi été entièrement modernisé. Une école construite il y a une

cinquantaine d'années, qui vient de subir une véritable cure de jouvence au grand bonheur des acteurs de l'Éducation de la commune de Mayumba », a déclaré le

Ministre en faisant référence à la réhabilitation de l'École Communale. Monsieur Vincent de Paul Massassa a salué l'engagement de VAALCO auprès des communautés locales de la province de la Nyanga et a exprimé sa satisfaction pour la bonne exécution des projets par l'opérateur et les prestataires.

Le Directeur de l'École Publique, Monsieur Patrick Mambou, n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude au Gouvernement. Il a également tenu à souligner les efforts de VAALCO dans la réalisation de ce projet et de tant d'autres en faveur des populations de la commune située dans la province de la Nyanga. « Cette réhabilitation de notre école est un soulagement pour les élèves et les enseignants ».

École Publique, 200 lampadaires solaires, équipement médical et autres projets pour Mayumba totalisant plus de 760 millions de Fcfa.

En octobre 2020, les mêmes fonds de concours du contrat Etame avaient servi à fournir à la ville des équipements visant à lutter contre la propagation du Covid-19. Par la suite, un vaste projet de fourniture et d'installation de 200 lampadaires solaires dans

la ville a été réalisé toujours dans le souci de contribuer à l'amélioration des conditions de vie à Mayumba. « L'installation de ces lampadaires est une immense satisfaction pour les populations qui ne cesseront d'exprimer leur reconnaissance », s'est réjoui un riverain. En dehors de ces ouvrages, Mayumba a également bénéficié de fontaines publiques grâce à des forages hydrauliques complétés par un système de panneaux solaires et d'un nouveau réservoir.

Par ailleurs, le Centre Médical de Mayumba a reçu un important stock de médicaments et d'équipements utile à la conduite de sa mission pour soulager et améliorer la prise en charge des malades de la région. Le centre médical recevra également dans les prochaines semaines une ambulance toute neuve.

Toujours à l'écoute des doléances de la population, le Gouvernement et VAALCO ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin; de nouveaux projets verront le jour dans les mois à venir notamment dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'environnement ●

LE MOT DU MOIS

LE DESIGN THINKING

Les origines du design thinking remontent aux années 1960-1970, avec les travaux d'une première génération de chercheurs qui ont tenté de comprendre et de décrire l'activité des designers, élaborant ainsi un nouveau champ de recherche appelé « la recherche en design ». Design thinking a été traduit en français par « esprit design » ou « pensée design ».

Anciens élèves de Sciences Po Paris

SciencesPo
ALUMNI

Cette démarche tire sa pratique de la pensée et de la boîte à outils des designers pour permettre à chacun d'être créatif et de participer à l'innovation.

Elle permet de résoudre toutes sortes de problèmes grâce à l'intelligence collective, y compris dans des domaines traditionnellement éloignés

du design. Le terme est fondamentalement polysémique puisqu'il suggère à la fois une méthode, un process et un état d'esprit. C'est pourquoi il est difficile de donner une définition unique du design thinking. Dans la littérature sur le sujet, il est fréquent d'associer design thinking, business et management.

Dans les années 1980, une nouvelle génération de chercheurs se focalise moins sur l'idée du design en tant que science que sur la pratique réelle des designers, pour une intégration globale du processus en vue d'un aboutissement, d'une réalisation. Loin d'être un concept nouveau, le design thinking ou la pensée design s'inscrit donc dans l'histoire de la théorie du design.

À partir des années 2000, le design thinking se diffuse à grande échelle, d'abord aux États-Unis puis en Europe, dans le monde des affaires, mais aussi de l'éducation et de l'innovation sociale, aujourd'hui dans toutes sortes d'autres domaines tels que les forces de sécurité ou les dépenses pour l'exécution des opérations de terrain. L'Afrique reste encore en marge de ces courants qui marquent l'évolution de la pensée et de l'innovation par des méthodes d'intelligence collective.

À la différence d'autres approches plus technocentées,

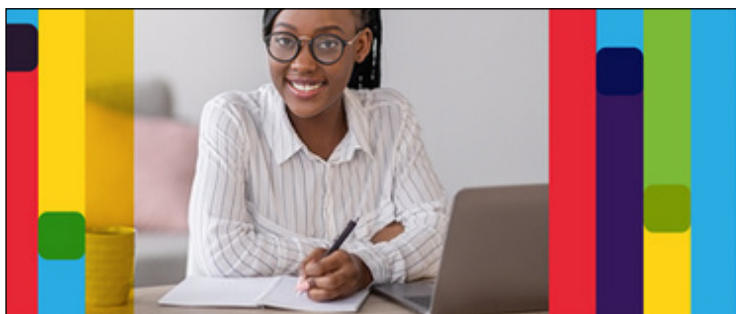
le design thinking (DT) a pour caractéristique d'être centré sur l'humain. Avec le DT, on passe d'une réflexion centrée sur l'objet et ses fonctions associées à une réflexion centrée sur l'expérience, prenant en compte l'écosystème au sein duquel évolue l'objet. Cet élargissement constitue à la fois l'élément perturbateur et le facteur différenciant de la démarche. Le caractère très séquentiel du design thinking est un autre trait marquant. Un projet se construit à travers plusieurs phases, chacune correspondant à un objectif, des résultats et des schémas cognitifs propres. Il est important de noter que cette méthode est par nature collaborative, elle invite l'ensemble des parties prenantes du projet à participer au processus de manière équitable et sans préjugé d'aucune sorte.

Plus qu'une méthode, le design thinking se caractérise par un ensemble de grands principes, d'attitudes et de valeurs. Le premier de ces principes consiste à prendre le temps de trouver les bonnes questions. Contrairement aux ingénieurs et aux marketeurs formés à trouver des solutions rapidement, les designers cherchent avant tout à trouver le vrai problème à résoudre pour ensuite y répondre. Afin d'y parvenir, il faut élargir au maximum le champ des solutions possibles pour ensuite les sélectionner et les affiner, en procédant par itération. Le design thinking

commence par un travail de déconstruction de la question de départ.

Parmi les attitudes et les valeurs propres aux spécialistes du design thinking, on peut citer l'empathie (la capacité à imaginer le monde en adoptant le point de vue d'autrui), la pensée intégrative (capacité à voir l'ensemble des traits saillants d'un problème donné et de créer des solutions nouvelles qui les surpassent), l'expérimentation (capacité à explorer des contraintes d'une façon créative qui ouvre de nouvelles directions) ou encore l'optimisme (capacité à voir les problèmes et les contraintes comme des opportunités) et la collaboration (capacité de travailler en équipe, avec des experts venus d'autres disciplines).

In fine, on peut dire que le design thinking met en avant les usages de l'utilisateur ou du consommateur, le tâtonnement et l'expérience par l'erreur. Il ne s'agit pas seulement d'identifier des problèmes existants, mais aussi de répondre à des besoins qui ne sont pas forcément exprimés par les utilisateurs ou clients en se fondant sur le principe de désirabilité, de viabilité et de faisabilité. Cette démarche ou méthode d'innovation rompt avec la gestion de projet linéaire classique ●



L'OIF lance la phase pilote de son projet « D-CLIC, formez-vous au numérique » en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes

L'objectif est de renforcer les compétences numériques individuelles et professionnelles des jeunes et des femmes de l'espace francophone pour améliorer leurs qualifications et l'accès à l'emploi.

20 cursus de formation professionnelle – dans 10 pays (Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Haïti, Madagascar, Mali, Niger, RDC, Togo et Tunisie) - sont proposés à cet effet dans les métiers de la communication, du marketing, de l'interface utilisateur, de la création numérique, de la conception et du développement de solutions numériques.

Au Gabon, plusieurs développeurs web/web mobile et référents numériques seront formés et accompagnés à Libreville et à Port-Gentil, en partenariat avec le consortium d'opérateurs SIMPLON –OGOOUE LAB/ECOLE 241



Sylvie N'tchandi Toure, Directrice de l'Ecole 241

« Le projet D-CLIC de l'Organisation internationale de la Francophonie répond au Gabon à un réel besoin, à la fois des jeunes, des entreprises et de l'écosystème entrepreneurial, de formation aux métiers du numérique. En effet, au Gabon comme partout dans le monde, encore plus depuis la pandémie de Covid-19, le numérique offre de nombreuses opportunités de développement aux opérateurs économiques, et donc pour l'insertion professionnelle des jeunes disposant des compétences recherchées. »



Développement web et mobile • Communication et marketing numérique • Création 3D et jeux vidéo • Référent digital • Entrepreneurat dans le numérique



Pour en savoir plus sur D-CLIC

Direction de la Francophonie Economique et Numérique de l'OIF
Contact.DFEN@francophonie.org

Organisation internationale de la Francophonie
19-21 avenue Bosquet • 75007 Paris, France
Téléphone : (33) 1 44 37 33 25
Télécopie : (33) 1 45 79 14 98
www.francophonie.org



Les opérateurs du projet D-CLIC :



Publirédactionnel

CIDT AU GABON DEPUIS 1986

ÇA DÉMÉNAGE DEPUIS 46 ANS !

CIDT se traduit par : Carbonié International Déménagement TransitGabon.

Leur métier : déménager et acheminer. **Pour qui ?** Les particuliers et les entreprises. Plus de 10 000 déménagements à leur compteur. **Avec qui ?** Une quarantaine d'employés, bénéficiant tous au minimum de 5 années d'expérience, gage de confiance et d'efficacité.

Située dans la zone industrielle d'Oloumi, CIDT dispose d'un espace d'entrepôt couvert de plus de 3 500 m² pour le stockage de vos biens en toute sécurité, quels qu'ils soient, documents, meubles, etc., sur courtes ou longues durées.

Avec un parc renforcé de 25 véhicules (camions plateaux, semi-remorques, fourgons, utilitaires, tracteurs et voitures) et un matériel spécialisé entretenu et renouvelé pour la manipulation de vos biens (élévateurs, monte-charges), CIDT est opérationnelle pour le déménagement et le transit de tous vos volumes.

Leurs commerciaux se déplacent gratuitement et sans engagement de votre part pour vous conseiller sur les aspects particuliers de votre expédition, évaluent le volume de vos effets personnels et vous assistent dans vos démarches administratives afin que votre déménagement ne soit pour vous qu'une simple formalité.

Grâce à un solide réseau de 200 agences Santa Fe déménageurs partenaires en France et à l'international, CIDT garantit et sécurise vos biens depuis le départ jusqu'à l'arrivée !

Idéalement située dans la zone industrielle d'Oloumi, CIDT dispose d'un accès direct au périphérique reliant le port autonome de Libreville ou l'aéroport Léon Mba. Cette proximité centrale permet une réactivité au niveau logistique, douane et express de votre transport aérien de marchandises à l'international.

Ce n'est pas tout : pour le fret aérien, CIDT s'adapte et vous offre du sur mesure. La preuve : ils proposent des solutions de transport aérien de marchandises adaptées à vos besoins et aux Incoterms* tout en respectant votre cahier des charges - enlèvement, livraison, porte à aéroport, aéroport à porte, porte à porte, transport en bagage accompagné par coursier dédié, fret sensible ou contrats documents à remettre en mains propres, ou de valeur (objets de luxe, œuvres d'art, etc.).

Un service routier allié à leur service de fret aérien leur permet de coordonner votre transport aérien d'effets personnels dans sa globalité en vous assurant ponctualité et efficacité.

En résumé, ils gèrent la logistique - réception, stockage, (ré)emballage, (ré)étiquetage, palettisation -, la douane - formalités de douane (déclaration), accompagnement lors de visites de douane -, et le stockage en magasin ●



> Affrètements aériens, vols à la demande
charter and on-demand flights

> Location d'avions
Aircraft leasing

> Achat et vente d'avions
Aircraft sales and purchase

VMS AERO

VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
 VMS AERO, your aéro partner with a global presence :

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
 Email : contact@vms.aero
 Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo
 Corporate, VIP & Medevac aircraft / Avion d'affaires, VIP & médicalisés
 Commercial Aircraft / avion de ligne
 VIP & OGP Helicopters / hélicoptères, VIP & OGP

POZI

Application de suivi
et de gestion de véhicules



Connectez, Contrôlez, Trackez vos véhicules!

à partir de
25 000cfa

POZI est disponible sous forme d'abonnement mensuel à partir de 25 000Fca par véhicule. Frais d'installation 15 000Fca par véhicule.



www.pozi.app

@POZIapp 077.27.34.73



SCANNEZ-MOI





TOYOTA GABON



by **TOYOTA**

Le Département Industriel de Toyota



RacKham |

GARANTIE
TOYOTA

3*

ANS

OU 100 000 KM

* Sur les véhicules neufs. (Moins d'une semaine, suite de livraison, suite de transfert, parties et accessoires, 24h/24) et 100 000 km de premier atelier pour tout véhicule enregistré par TOYOTA GABON.

SIÈGE SOCIAL ZI OLOUMI - Libreville - Gabon
Société Anonyme au capital de 3 027 000 000 Fcfa - RCCM : 2000 B 00167- NIF 793 703 Z
B.P.31 - LIBREVILLE - Tél : (241) 11 79 26 85 / 77 15 16 13 / 66 22 05 69
email : toyota.gabon@groupe-sogafric.com - www.toyota-gabon.com



NOUS CONSTRUISONS L'AVENIR.

LA TRIBUNE DE SEYNABOU

COMMUNIQUER EN TEMPS DE CRISE,
UN NÉCESSAIRE INVESTISSEMENT
POUR VOTRE ENTREPRISE ?

La date du 30 janvier 2022 a marqué le triste anniversaire d'une crise sanitaire sans précédent qui a profondément bouleversé nos sociétés. Deux années de lutte contre une crise multiforme, à la fois sanitaire et économique, mais aussi sociopolitique, obligeant nos populations, nos territoires et nos économies à survivre dans un contexte difficile et incertain. Deux années de résilience, de solidarité, d'innovation et de transformation, où les acteurs de l'informel, notamment, ont su redoubler d'efforts et faire preuve d'agilité pour se réinventer et continuer d'avancer. Mais aussi deux années qui ont permis à bon nombre d'entre vous, institutions, entreprises et grands groupes d'appréhender différemment les crises, pour les envisager comme autant d'opportunités de repenser votre organisation en profondeur et renforcer votre stratégie de développement.

Par Seynabou Dia Sall

Une question persiste malgré tout pour certains acteurs : quand d'aucuns perçoivent la communication comme un véritable enjeu stratégique, d'autres la résument encore bien trop souvent à une simple variable d'ajustement. Alors face aux tempêtes, faut-il continuer à investir dans sa communication ? Décryptage et analyse.

La communication, simple variable d'ajustement ?

Le phénomène est loin d'être nouveau. Lorsque survient une crise externe et généralisée, les mécanismes de réponse des entreprises pour s'adapter restent globalement les mêmes : identifier et comprendre les causes de la crise, élaborer des scénarios pour prévenir un impact potentiellement négatif et anticiper au mieux les conséquences sur le court et le long terme. In fine, mettre en place des dispositifs concrets afin de permettre à son entreprise de survivre.

Nombre d'entre vous décident mécaniquement de revoir les budgets à la baisse, et bien souvent, c'est la communication qui sera impactée – voire supprimée ! En effet, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les effets de la crise de la covid-19 se fassent ressentir : en mars 2020, le marché publicitaire mondial revoyait déjà ses prévisions annuelles à la baisse, à hauteur de 20 mds de dollars.

La cause ? Aujourd'hui encore, la communication est considérée à tort comme une simple variable d'ajustement, avec laquelle il devient possible de réaliser des économies et d'investir les fonds ailleurs, en attendant la reprise économique. Erreur qui peut s'avérer fatale, et ce pour trois raisons principales.

À court terme, une nécessaire communication

Communiquer, c'est exister. Il est important de montrer que vous êtes toujours présent, disponible, alerte et dans l'écoute active avec chacun des acteurs qui composent votre environnement immédiat.

En tant qu'organisation, il vous faut garder à l'esprit que si vous faites face de plein fouet aux conséquences d'une crise, l'ensemble de votre écosystème y est aussi confronté. Il est donc de votre



responsabilité d'accompagner au mieux vos différentes parties prenantes et d'expliquer concrètement ce qui est mis en place pour surmonter la crise. Surtout, rassurer et consolider la relation de confiance, si précieuse pour une entreprise.

Arrêter de communiquer, c'est aussi prendre le risque de perdre tout l'investissement en communication réalisé par le passé et mettre en péril certains de vos acquis. Ne plus être visible, ne plus expliquer ce que vous faites, ne plus mettre en avant l'impact de vos réalisations, ne plus rendre concrets les enjeux auxquels vous répondez, revient à « invisibiliser » votre action et votre rôle dans le développement de nos économies. Mais aussi, à laisser la place à ceux qui, eux, continueront indubitablement de communiquer : vos concurrents... Car au-delà des inégalités, la crise de la covid-19 a aussi exacerbé un phénomène, celui du renforcement de votre environnement concurrentiel : ce sont les organisations qui feront preuve de résilience qui parviendront à assurer, consolider et pérenniser leur place sur le marché.

L'humain, vecteur d'une communication qui donne sens à votre engagement

Autre variable majeure à prendre en considération : le nécessaire engagement des organisations. La responsabilité sociale, sociétale et

environnementale des entreprises n'est plus une option, elle s'impose désormais comme un véritable prérequis, un impératif que chaque organisation doit considérer comme central dans l'orientation de sa stratégie de développement.

Là aussi, plus que jamais en période de crise, vous devez de communiquer sur vos engagements. Mais attention : c'est l'impact et les résultats qui doivent être au cœur de vos messages. Un impact ancré au sein de vos territoires, au profit de vos cibles, et des résultats qui viennent répondre à des problématiques spécifiques à l'environnement dans lequel vous évoluez, sans tomber dans le tant redouté greenwashing, que l'on ne pardonne plus. Les entreprises peuvent et doivent mieux faire.

Alors concrètement, comment faire pour rester présent ?

Si l'on se projette sur le long terme, la nécessité de communiquer en temps de crise devient difficilement discutable : seules les entreprises qui auront continué à investir dans leur communication seront en position de force sur le marché. Celles qui auront fait le pari de l'endurance.

Nous ne savons pas combien de temps une crise peut durer et comment elle va évoluer : quelle entreprise peut aujourd'hui prendre le risque de ne plus communiquer, sans visibilité aucune ? Et d'autre part, l'investissement que vous pensez économiser en cessant de communiquer, vous le perdrez à coup sûr lorsque vous souhaiterez retrouver votre visibilité auprès de vos parties prenantes. Il faudra en effet tenter de « rattraper » cette période de silence et passer du temps (donc de l'argent !) à justifier cette absence, avant de pouvoir espérer vous refaire une place sur la scène publique et médiatique.

Communiquer aujourd'hui, c'est communiquer auprès de vos collaborateurs et de votre écosystème, non pas seulement pour assurer

votre visibilité sur le court terme, mais pour consolider votre présence et votre impact demain.

Comment assurer cette continuité et faire ce pari du long terme ?

Surtout, ne pas considérer que la communication se résume à la publicité ou à l'achat d'espaces dans les médias. Il existe autant de moyens de communiquer que de messages, ce qui représente autant d'opportunités de prise de parole pour positionner votre organisation.

Voici quelques pistes : consolidez votre positionnement sur le marché en adaptant vos messages en élaborant une stratégie de discours qui permet d'expliquer concrètement votre action et votre impact, de partager votre vision, votre ambition, et de vous différencier. Le fameux Qui - Quoi - Comment - Pourquoi.

Capitalisez sur vos plateformes digitales : créez des contenus originaux s'inscrivant dans votre stratégie de messages et travaillez le lien de confiance et de proximité avec vos parties prenantes.

Illustrez et valorisez votre impact en prenant la parole sur les enjeux soulevés par la crise et en mettant en lumière la manière dont votre action vient répondre de manière concrète aux problématiques identifiées.

Considérez vos collaborateurs et vos partenaires : impliquez-les dans votre projet d'entreprise, rassemblez-les autour d'une vision commune et permettez-leur de se projeter sur le long terme, à vos côtés.

Enfin, crise ou non, continuez à croire en votre entreprise et au projet que vous portez à travers elle. Continuez à vous impliquer auprès de celles et ceux qui contribuent au quotidien à la faire grandir. Continuez à valoriser votre action auprès de votre écosystème. Car l'enjeu est réel : mettre en lumière ce que vous réalisez, c'est prendre le risque d'en inspirer d'autres pour changer ensemble le narratif de notre continent ●

Par Seynabou Dia Sall, fondatrice et CEO de Global Mind Consulting, cabinet-conseil spécialisé en accompagnement stratégique et relations publiques pour les acteurs économiques et institutionnels du continent africain.



EXCEPTIONNEL ET EN EXCLUSIVITÉ
Agences n°1

Appartements de très haut standing, situés dans le quartier résidentiel des Hauts de Guégué avec piscine, salle de sport, vue incroyable à tous les étages, terrasses...
La résidence bénéficie d'une très bonne exposition et de par ses grandes baies vitrées et ses très belles hauteurs sous plafond, chaque logement profite d'une incroyable luminosité. Quelques appartements 3 & 4 chambres restent disponibles !
Tous les logements sont entièrement climatisés, les cuisines sont équipées et aménagées et chaque chambre possède son dressing.
Vous bénéficierez également de place de parking, d'une réserve d'eau avec un forage et d'un groupe électrogène pouvant alimenter toute la résidence.

Pour plus d'information ou pour visiter nous contacter
074 00 04 47 ou 077 90 95 65

Retrouvez-nous sur notre site internet
www.agencesn1.com

agencesnumero1 Agences n°1





Tractafric Equipment Gabon Distributeur officiel.

Libreville :+241 11760522

Port-Gentil :+24174512268

CAT[®]

Tractafric
equipment

CAT

Tractafric Equipment Gabon zone industrielle d'Oloumi, B.P. 15 932 Libreville, GABON serviceclient@tractafric.com

VOL APRÈS VOL, NOUS ROUVRONS LE CIEL.

5 VOLS PAR SEMAINE VERS PARIS.

RESERVEZ SEREINEMENT, NOS BILLETS SONT
100% MODIFIABLES ET REMBOURSABLES.*



*Modification et remboursement possibles de votre billet acheté avant le 1^{er} mars 2022, jusqu'au départ de votre premier vol, pour tous les voyages jusqu'au 30 juin 2022 inclus.

AIRFRANCE 